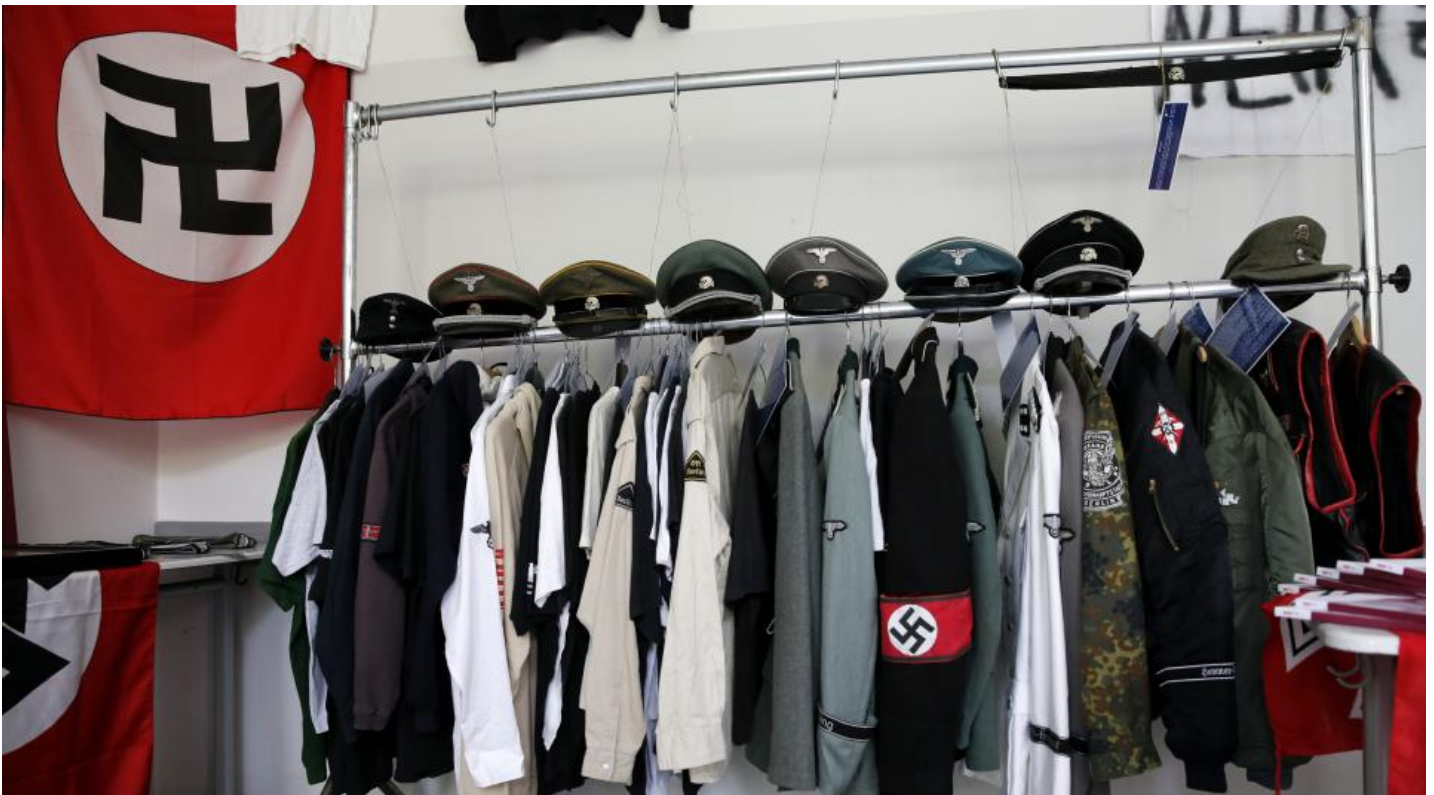


1930, l'austérité imposée par les décrets du chancelier Brüning : au cœur des 2 années qui ont fait bondir les nazis de 18% à 37%



Dans les années 1930, subissant l'impact de la grande dépression, l'Allemagne s'engage dans la voie de l'austérité et de la déflation, une politique qui sera imposée au pays par décret. Si l'histoire ne se répète pas, le fantôme des conditions économiques de l'époque reste digne d'intérêt.

Avec Nicolas
Goetzmann

Lorsque les mots décrets, austérité et déflation reviennent à la mode, il devient très facile de tester les limites de la loi de Godwin, ou de la "Reductio ad Hitlerum" énoncée par Léo Strauss. Ce qui correspond au procédé consistant à la disqualification des arguments de "l'adversaire" en se permettant une comparaison à Hitler. Mais ici, le rappel est antérieur, car il s'agit d'évoquer les conditions économiques et politiques ayant servi de terreau à la prise de pouvoir du parti nazi.

1930. Alors que l'Allemagne se remettait doucement de la période d'hyperinflation de 1923 et 1924, l'onde de choc de la grande dépression traverse l'Atlantique et frappe l'Europe toute entière. Le pays est touché en profondeur. De 650 000 en 1928, le nombre de chômeurs progresse rapidement pour atteindre le seuil de 3 millions en 1930. C'est dans ce contexte de crise économique que le Président Hindenburg va désigner Heinrich Brüning à la Chancellerie.

A son arrivée au pouvoir, le nouveau Chancelier se fixe plusieurs objectifs : résorber le chômage, rétablir la balance commerciale et les déficits du pays mais surtout l'obtention de la révision du plan Young, c'est à dire la suppression de la dette due au titre des réparations de guerre. Afin de rendre une telle décision possible, Brüning juge indispensable de rétablir les comptes de la nation. La stratégie suivie est d'adoucir la position de ses créanciers par un affichage de rigueur et de vertu. Dès lors pour Brüning, il n'y a pas d'alternative, c'est une politique d'austérité qui s'impose dans un contexte pourtant déjà déflationniste.

Le 16 juillet 1930, Brüning soumet son projet au Reichstag : réduction de 10% du salaire des fonctionnaires, diminution des indemnités chômage, augmentation des impôts. Le projet est cependant rejeté. Brüning tente alors de passer en force, sans succès. La dissolution devient inévitable, elle aura lieu le 22 juillet. Mais les électeurs vont d'ores et déjà se montrer récalcitrants face au programme qui les attend. Si les élections de la mi-septembre voient le SPD (parti social-démocrate) progresser, c'est le parti nazi (NSDAP) qui réalise une forte percée à 18% des voix. Le parti de Heinrich Brüning, le "Zentrum", n'obtient de son côté que 11% des suffrages. La pression sur le Chancelier est alors maximale, mais il reste déterminé.

Face au nouveau blocage du Parlement et en vertu de l'article 48 de la constitution Heinrich Brüning va alors gouverner par décrets, et

ce, avec le soutien du Président Hindenburg. A la fin de l'année 1930, les premières mesures sont prises, la politique d'austérité entre dans le dur.

Les résultats sont catastrophiques pour le pays. La politique menée par Brüning aggrave une situation déjà calamiteuse. Le 1er juin 1931, le clou s'enfonce encore un peu plus. Un nouveau décret-loi s'attaque à la protection sociale ; baisse de 14% de l'aide aux chômeurs, les femmes ne sont plus indemnisées, tout comme les moins de 21 ans, baisse des allocations familiales, hausse des impôts de 4 à 5%. Malgré son évident caractère "récessionniste", la politique est poursuivie avec vigueur. Lors de cette année 1931, la crise économique atteint son paroxysme en Allemagne et le PIB se contracte de 7%. Au cours de l'été 1931, la faillite bancaire démarrée en Autriche se propage à l'Allemagne. En moins de deux années, la politique d'austérité enterre l'économie du pays. Suite aux élections présidentielles de 1932, et la victoire d'Hindenburg, Brüning se voit contraint de "démissionner". Fin 1932 Le chômage atteint un niveau de 30% de la population active, soit 5 millions de personnes dont la moitié n'est pas indemnisée. La production industrielle s'est effondrée de près de 30% en deux ans. La population est excédée.

La conférence de Lausanne de juillet 1932 permettra une révision drastique des montants dus au titre des réparations de guerre, mais ne changera rien, le mal est fait. Le 30 juillet, les nazis obtiennent 37% des voix aux élections législatives. La fin de l'année 1932 et le début 1933 se résumeront à quelques misérables tactiques politiciennes, au "gouvernement des barons" de Franz Von Papen, et à la fin de la République de Weimar.

Les deux années qui séparent l'arrivée d'Heinrich Brüning à la Chancellerie et la prise de pouvoir du parti nazi se résument à la convergence de plusieurs facteurs. Une crise déflationniste à laquelle Brüning va répondre par une politique d'austérité, un passage en force devant le Parlement rendu possible par les décrets lois, et une volonté d'afficher une politique "stricte" devant les créanciers internationaux (afin de se mettre en capacité de demander la révision du plan Young). Selon L'historien Allemand Hans Mommsen : "Jusqu'à la fin de l'année 1930 Brüning, comme de nombreux représentants de la communauté industrielle, a continué d'attribuer la crise, qui s'était manifestée principalement par une dramatique hausse du chômage, à des causes endogènes. A cet égard, Brüning était en accord avec Hjalmar Schacht (Président de la Reichsbank jusqu'en mars 1930 et futur ministre de l'économie d'Hitler) ; qu'une gestion financière irresponsable avait eu lieu à tous les niveaux de gouvernement et que les principes prussiens de frugalité avait été violés de la façon la plus flagrante."